

Compression des dépenses de l'État

Nous devrions nous interroger sur l'efficacité du MEER. Il serait intéressant de faire une étude de ces programmes et des industries qui ont été transférées d'une région à l'autre. Combien y en a-t-il encore en exploitation aujourd'hui? La théorie de ce programme était bonne—transférer une activité d'un endroit où il y avait pénurie de main-d'œuvre à un autre où il y avait excédent de main-d'œuvre. Mais en fait nombre d'industries qui ont ainsi été transplantées ne pouvaient trouver la main-d'œuvre voulue dans leur nouvelle région d'implantation ou ne pouvaient former le personnel et finalement en étaient réduites à importer de la main-d'œuvre de la ville qu'elles venaient de quitter. Il faut donc étudier les programmes du MEER pour examiner l'efficacité des dépenses publiques dans l'industrie, dans la création de l'emploi, etc.

Nous devons également examiner le jeu de l'inflation et son rôle par rapport aux compressions des dépenses. On a soutenu que les revendications salariales étaient à l'origine de l'inflation, mais je crois qu'il faudra désormais mettre cet argument de côté. Si les revendications salariales réagissent à l'inflation, elles n'en sont certes pas la cause. Les gens ne savent pas ce que sera le taux d'inflation quand leur contrat prendra fin et, au lieu de signer un contrat de trois ans, ils signent donc pour un an et essaient d'en tirer le meilleur parti.

C'est en fait une question de restaurer la confiance dans l'économie, monsieur l'Orateur, mais l'affaire est de savoir comment s'y prendre. Certains soutiennent que l'augmentation des prix cause l'inflation, mais cela ne se traduit pas dans les profits des compagnies canadiennes et je ne pense donc pas qu'on puisse dire que ce soit un facteur.

On a très peu fait pour réduire les taux d'intérêts élevés qui préoccupent beaucoup tous ceux qui sont en affaires ou qui envisagent un projet de recherche et de développement. Le coût élevé de l'argent empêche bien des compagnies d'entreprendre de tels projets, surtout à cause de l'incertitude de l'économie.

Les débats ici et aux comités devraient porter sur ce qu'il faudrait faire pour réduire l'inflation et les coupures à effectuer dans les dépenses du gouvernement. J'espère que la question sera étudiée à fond au comité.

Le ministre des Finances, le ministre de l'Industrie et du Commerce ou les députés des premiers bancs ont peu parlé du rapport qui existe entre la masse monétaire et les dépenses du gouvernement. En étudiant toutes les théories économiques prêchées par les économistes classiques, on voit que, dans quelque pays que ce soit, la masse monétaire ne doit pas augmenter à un rythme plus rapide que le produit national brut. Au Canada, toutefois, comme dans la plupart des pays occidentaux, c'est exactement ce qui est arrivé. Nous imprimons de vastes sommes d'argent depuis un certain nombre d'années. Chaque fois que nous le faisons, le dollar perd de sa valeur.

● (2040)

Nous avons connu de graves déficits de notre balance de paiements et nous avons importé de l'argent de l'étranger pour combler ces déficits. Mais, maintenant, nous devons payer environ 740 millions de dollars par an au titre des intérêts sur cet argent étranger. Si les prévisions se révèlent exactes, faute d'avoir agi plus tôt à l'égard de la masse monétaire et d'avoir réduit plus tôt les dépenses gouvernementales, d'ici la fin de l'année ou du premier trimestre de l'année prochaine, nous

paierons des intérêts de l'ordre de un milliard de dollars par an. Comme on peut le voir, il existe un lien important entre la masse monétaire, les dépenses gouvernementales, les déficits commerciaux et l'activité industrielle au Canada.

Je trouve très déprimante la diminution du nombre d'entreprises de fabrication en activité et la baisse de l'emploi dans les industries de fabrication dont certaines se sont converties en compagnies de service faute de posséder les ressources voulues pour soutenir la concurrence. Par exemple, l'industrie de la chaussure se plaint de ne pouvoir faire concurrence à l'importation et pourtant les plus gros importateurs de chaussures sont eux-mêmes des fabricants de chaussures. Faute de pouvoir concurrencer les importations, ces compagnies ont réduit leur production. L'insuffisance des allocations d'amortissement, le syndrôme fiscal de ces dix ou quinze dernières années et les pressions inflationnistes se sont traduits par un manque de fonds pour remplacer les machines et moderniser les usines en vue de soutenir la concurrence. Ces compagnies se sont converties en industries de service parce qu'elles n'ont pu suivre la technologie.

Certains industriels du pays ont engagé des ingénieurs-conseils et construit des usines modèles qu'ils exportent outremer. Je ne m'y oppose pas, car j'estime que nous devons partager notre technologie avec les autres pays, mais ce que je n'aime pas beaucoup, c'est qu'un bon nombre des usines que nous avons construites à l'étranger sont plus productives que des usines semblables au Canada. Finalement nous devons faire concurrence à ces usines sur les marchés mondiaux. Cela m'ennuie beaucoup. Nous devons remédier à cette situation.

Nous devons accorder quelques années à nos industries pour qu'elles puissent améliorer leurs installations et accroître leurs opérations. Nous devons offrir de généreux dégrèvements d'impôt et consacrer des sommes libérales à la recherche et au perfectionnement. Nous devons permettre à nos sociétés d'acquiescer, ici même ou à l'étranger, la meilleure technologie qui soit afin qu'elles puissent soutenir la concurrence sur le marché international et contrebalancer jusqu'à un certain point le coût très élevé de la main-d'œuvre canadienne.

J'ai eu l'occasion de parler à quelques industriels japonais lors d'un voyage au Japon plus tôt au cours de l'année; nous avons discuté du coût de la main-d'œuvre, de technologie et d'autres questions de ce genre. Ayant très peu de ressources naturelles, le Japon doit importer 90 p. c. des matières premières qu'utilise son industrie manufacturière. Les Japonais m'ont dit qu'ils devaient être de meilleurs gestionnaires et utiliser des méthodes supérieures s'ils voulaient soutenir la concurrence sur le marché mondial. Je dois constater qu'ils s'en tirent fort bien. Voilà l'attitude que nous devons adopter. Nous devons utiliser la technologie la plus avancée si nous voulons soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. Nous avons les ressources nécessaires mais le coût de notre main-d'œuvre est très élevé. Afin de compenser, nous devons utiliser dans nos industries les moyens techniques les plus avancés qui soient.

J'espère sincèrement que lorsque le ministre des Finances présentera son exposé budgétaire, il songera à autoriser les petites et moyennes entreprises à accumuler sur une période de 3 à 5 ans les fonds qu'elles peuvent consacrer à la recherche et au développement. J'espère aussi qu'il permettra à notre industrie de moderniser sa technologie et la qualité de son outillage, sans quoi il ne saurait y avoir d'amélioration de la productivité.